

LIMOUSIN

TCHAD (MARS 1969 - JUIN 1971)



I - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'OPÉRATION

1-1 Type d'opération

Intervention militaire dans un pays africain auquel la France est liée par des accords de défense.¹

1-2 Mandat

Réorganiser les forces nationales, les appuyer dans leur lutte contre les divers mouvements de rébellion qui déstabilisent violemment le pays et permettre à l'administration tchadienne, rénovée par la *Mission de Réforme Administrative*, de rétablir une vie économique et sociale normale.

1-3 Durée de l'opération*

Mars 1969 - juin 1971.²

1-4 Zones ou pays concernés

Tchad

1-5 Situation géopolitique

La République du Tchad est indépendante depuis 1960. Enclavée au cœur du continent africain, elle est frontalière avec six Etats dont la Libye au Nord, et le Soudan à l'Est. Ces Etats vont jouer un rôle important dans le soutien des mouvements de rebellions. Immense (sa superficie est deux fois celle de la France), sous peuplée (environ 3,5 millions d'habitants en 1960) et très pauvre, son manque d'unité est évident. Le dualisme séculaire entre le Sud et le Nord, la «mosaïque ethnique et religieuse», portent en germe la source de nombreux conflits ouverts ou latents. Quand débute l'année 1969, le gouvernement tchadien du président Tombalbaye, son administration et son armée, touchent le fond de l'abîme.

Les forces armées tchadiennes, au début du conflit, comptent 1.850 hommes. La gendarmerie compte 1.200 hommes et la garde nomade 2.500. Bien que relativement nombreuses, ces forces n'ont pas une valeur opérationnelle significative et ne parviendront jamais à prendre l'ascendant sur leurs adversaires.

L'organisation de la rébellion est difficile à définir. En dépit de quelques tentatives de regroupement, plusieurs tendances ou mouvements coexistent, coopèrent ou s'affrontent. La valeur combative des forces du Nord (Toubous) sera toujours significative.

¹ Accords secrets du 6 mai 1961

² Appelée aussi «plan LIMOUSIN»

La présence militaire française permanente au Tchad (**Forces françaises de l'Escalade d'Afrique Centrale**) est relativement modeste depuis le désengagement de 1965. Elle s'élève à 1.000 hommes et environ 160 personnels de l'assistance militaire technique (AMT) . Le volume de la population de nationalité française est de l'ordre de 6.500 personnes dont 5.000 à N'Djamena.

1-6 Caractéristiques de l'opération

Contexte de l'intervention

Depuis son indépendance, en 1960, le Tchad connaît une succession de crises intérieures qui trouvent leurs origines essentiellement dans l'incompétence de ses dirigeants à faire face aux difficultés de tous ordres, en particulier économiques, que connaît ce pays. Le mécontentement des masses rurales va se transformer en mouvements de rébellion, durement réprimés, ce qui exacerbe l'opposition au pouvoir central détenu majoritairement par les ethnies du Sud. En juin 1966, est fondé le front de libération national du Tchad (**FROLINAT**) qui dispose d'une armée de 1.500 hommes. En 1968, la situation est quasi insurrectionnelle dans le centre, l'est, ainsi qu'au Tibesti. Totalement inopérantes, les forces armées tchadiennes sont incapables de maîtriser la situation. La France décide³, le 18/03/69, d'intervenir au Tchad pour éviter le pourrissement politique et sous réserve que soit menée la mise en œuvre de réformes politiques et administratives.

Règles d'engagement

Les forces françaises sont sous l'autorité du **général délégué militaire au Tchad** (DMT). Celui-ci agit sous l'autorité de l'ambassadeur de France. Il relève du ministre des armées pour ce qui concerne les opérations et l'emploi des forces et du secrétaire d'état aux affaires étrangères pour les questions d'assistance militaire technique. Le DMT a autorité sur le colonel commandant supérieur des forces françaises d'Afrique Centrale. Il siège au Comité de défense tchadien dont il reçoit les directives.⁴

Moyens engagés

Les effectifs mis en œuvre dans le plan LIMOUSIN évolueront tout au long de l'opération. Ils atteindront un pic de l'ordre de 2.550 hommes (AMT incluse) puis se réduiront progressivement jusqu'au désengagement en mai 1972. Les chiffres donnés ci-dessous sont ceux du premier semestre 1970.

Effectifs moyens par armée

Armée de terre: 1.600

Armée de l'air: 750

Marine : 150

Divers dont gendarmerie et santé : 50

³ La décision est prise par le général de Gaulle en personne, en dépit de nombreux avis opposés.

⁴ Le général de Gaulle précisera, personnellement et par écrit, «qu'aucun coup de feu ne pourra être tiré par les troupes françaises au Tchad que par ordre et sous les ordres du général Arnaud».

Les personnels appelés seront rapatriés progressivement. Exception sera faite pour les appelés de l'armée de l'air stationnés sur les terrains auxiliaires.

Corps d'appartenance

Armée de terre: 6^{ème} RIAOM, 2^{ème} REP, 3^{ème} RIMa, Compagnie de marche de la Légion étrangère (mise sur pied par le 1^{er} RED), divers 11^{ème} division, puis 11^{ème} division parachutiste, 9^{ème} Brigade

Marine : Flottille 33 F

Matériels majeurs

Automitrailleuse légère Ferret ;

Hélicoptères : 3 HL Alouette II ; 10 HM H34.

Avions : Nord 2501, C160, 10 x AD4⁵, 3 avions légers d'observation Tripacer.

II - CHRONOLOGIE

2-1 Planification

Aucun plan d'ensemble n'a été conçu pour cette intervention. Les éléments seront mis en place progressivement. Trois grandes phases peuvent être distinguées dans l'opération LIMOUSIN :

- L'intervention d'urgence, d'**avril 1969 à septembre 1969**, qui permet de stabiliser la situation militaire sur la totalité du territoire, en particulier dans les préfectures du Nord Borkou-Ennedi-Tibesti (BET).
- La période de stabilisation, **septembre 1969 à juin 1971**, engagement des troupes françaises, réorganisation de l'armée tchadienne qui voit ses effectifs doubler.
- Le repli de **juin 1971 à août 1972** : désengagement progressif des forces françaises et transfert des responsabilités opérationnelles aux forces tchadiennes.

2-2 Montée en puissance

A partir des 15 et 16 avril 1969, arrivée des premiers renforts par voie aérienne (état-major tactique (EMT /2^{ème} REP) : 390 hommes. Engagement direct des forces françaises dans la région de Mangalme (25.04.78). Les véhicules seront acheminés par voie maritime et transiteront par le Cameroun. Mise en œuvre d'un pont aérien entre Douala et N'Djamena (ex Fort Lamy) pour assurer les flux logistiques. De mai à septembre, pacification du Guera (région de Mongo) puis de Borkou-Ennedi-Tibesti (BET) sans que, dans cette dernière région, les bandes soient totalement détruites.

⁵ Appareil à hélice américain SKYRAIDER - Appui feu au sol

2-3 Phases de déploiement

Renforcement progressif des moyens et des personnels (770 hommes au 1/10/1969). Les troupes françaises atteignent un volume supérieur à 2.500 hommes.

Dans le BET en particulier, le statu quo entre forces tchadiennes et rebelles a pu être obtenu grâce à la réoccupation du poste d'Ounianga-Kebir (23 mars 1970).

De juin à novembre 1970 la situation s'améliore dans les provinces du Centre et de l'Est. L'effort est maintenu sur les provinces du BET où la rébellion a reçu une aide en armement et personnel de la Libye. Le 11 octobre, la CPIMa/6^{ème} RIAOM tombe dans une embuscade dans la région de Largeau et perd onze soldats. L'événement est immédiatement exploité par la presse internationale et redonne une vigueur nouvelle à la rébellion.

Au cours du premier trimestre 1971 les forces franco-tchadiennes vont mener des actions d'envergure (opérations «Bison») dans le BET afin de détruire les bandes armées, leurs dépôts et leur système de communication. En 1971, les effectifs de l'assistance militaire technique atteignent le maximum de leur volume (610 hommes), ses cadres commandent en opération autant qu'ils instruisent en école.

2-4 Désengagement

Compte tenu de l'évolution politique et des succès remportés sur les rebelles, les forces françaises se regroupent sur Fort-Lamy pour constituer une réserve générale et, conjointement, épauler la mise en



place d'un dispositif tchadien sur le terrain. Le désengagement progressif vise à revenir, pour les forces françaises, au dispositif de 1969, renforcé d'une section à la CPIMa et d'une compagnie motorisée au 6^{ème} RIAOM.

En août 1972, les divers mouvements de rébellion sont jugulés mais pas totalement éradiqués.

III - DISPOSITIF / DÉPLOIEMENT

3-1 Dispositif de l'opération

Ce dispositif va évoluer tout au long de l'opération. Il s'articule initialement (**avril 1960- avril 1970**) en **cinq EMT** : **EMT1** à Mongo (deux unités élémentaires (UE) du 2^{ème} REP, une UE des FAT) ; **EMT2** à Am Timam (une UE 2^{ème} REP, une UE des FAT) ; **EMT3** à Largeau (une section 2^{ème} REP et trois UE des FAT) ; **EMT4** à Abéché (une UE 2^{ème} REP et une UE des FAT) ; **EMT5** à N'Djamena (CPIMa/6^{ème} RIAOM, Escadron blindé/6^{ème} RIAOM, une UE Légion)

A partir d'**avril 1970** :

- 3^{ème} RIMa : EMT1 à Mongo (180 hommes); une compagnie à Bitkine; une section à Melfi; une compagnie à Am Timam
- 2^{ème} REP : EMT2 à Ati ; une CEA à Oum Hadjer
- CMLE : à Bokoro

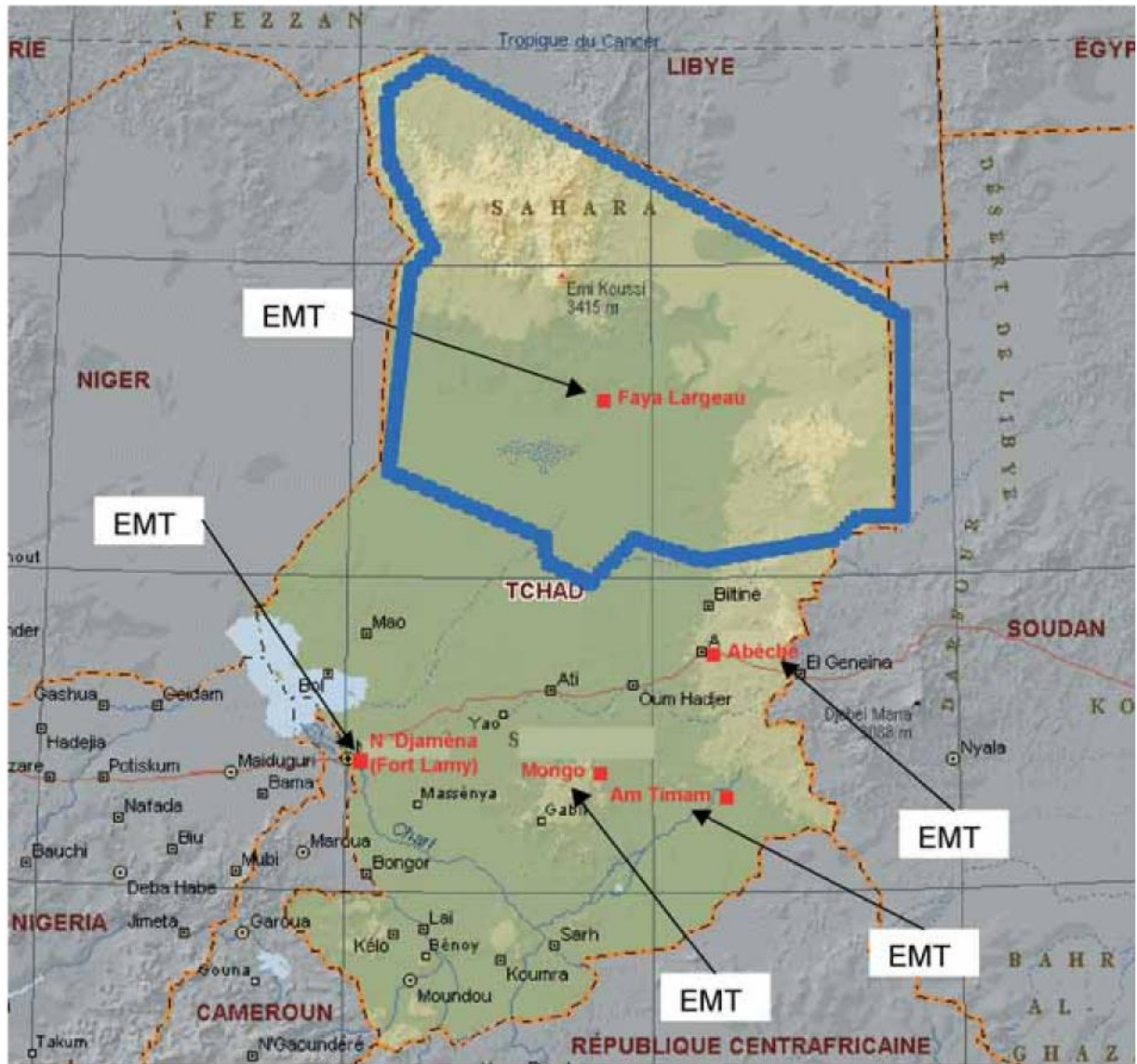
A partir de **novembre 1970**, après le rapatriement du 2^{ème} REP, le dispositif des forces françaises, comprend : un EMT (180 hommes) à Mongo; une section à Mangalme; une compagnie à Am Timam, tous ces éléments appartiennent au 3^{ème} RIMa.

L'escadron blindé du 6^{ème} RIAOM est déployé à Bokoro. La compagnie parachutiste (CPIMa) est maintenue en alerte à N'Djamena.

A partir de **juin 1971** : les forces françaises (6^{ème} RIAOM à trois UE et des moyens aériens) sont regroupées à N'Djamena ainsi que sur les deux bases de Mongo et Largeau.

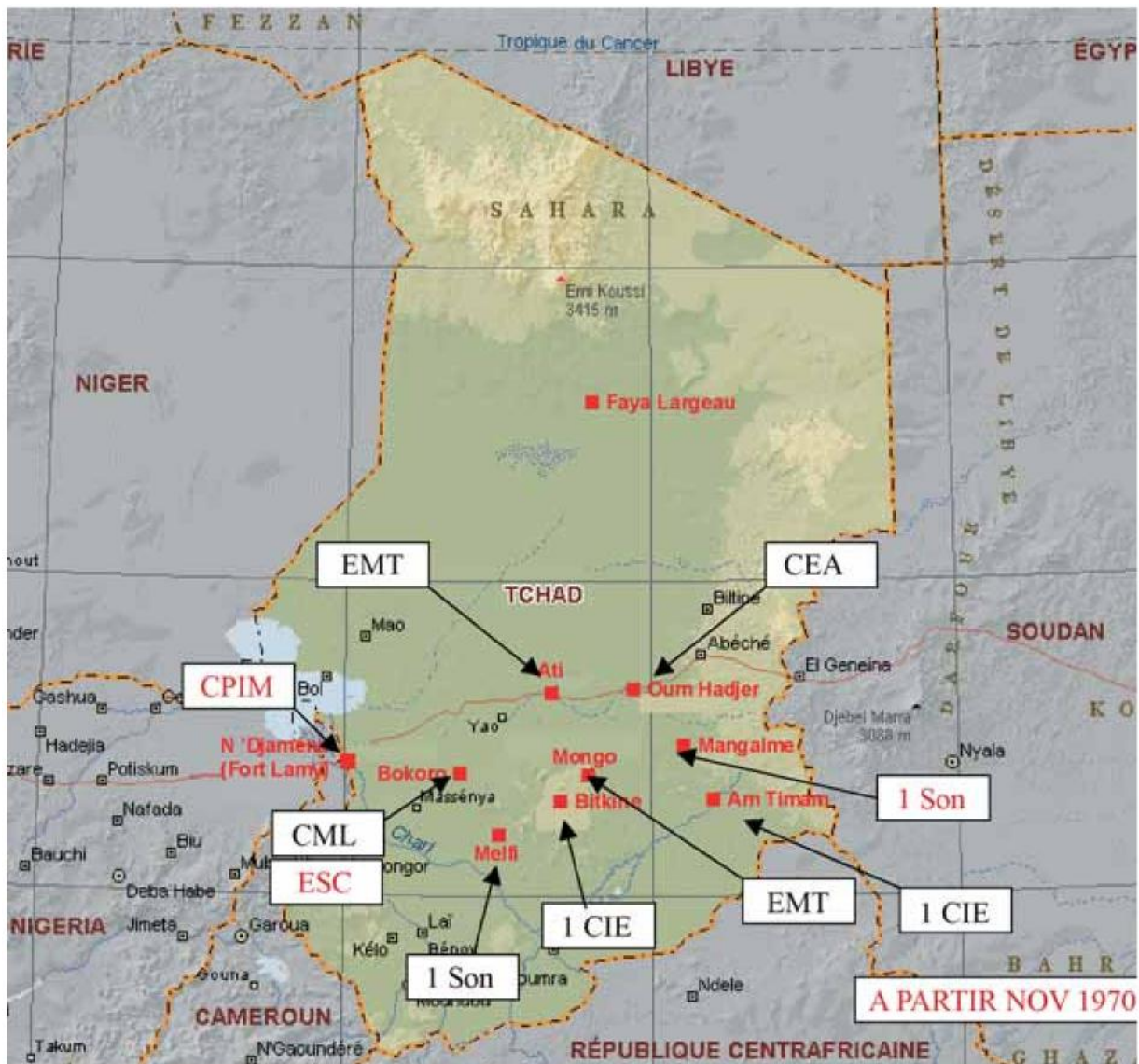
3-2 Cartographie

**OPÉRATION LIMOUSIN
(DISPOSITIF D'AVRIL 1969 À AVRIL 1970)**



 **B.E.T**

OPÉRATION LIMOUSIN (APRÈS AVRIL 1970)



Les troupes françaises disposent d'une cartographie satisfaisante compte tenu de la longue implantation de la France dans ce pays.

IV - BILAN DE L'OPÉRATION

4-1 Opérationnel

La mission LIMOUSIN a été un **succès militaire** puisqu'elle a permis de stopper la rébellion et de redonner davantage de cohérence et d'efficacité aux forces armées tchadiennes. Par ailleurs, elle a contribué au soutien des populations autochtones (ravitaillement, aide médicale gratuite notamment lors de l'épidémie de choléra début 1971, transport, etc.) dans un contexte sévère. En revanche les tentatives d'action psychologique entreprises pour former les cadres de l'armée tchadienne vont se révéler un échec.

4-2 Pertes humaines

Opération : 39 tués, 102 blessés.

4-3 Pertes matérielles

Non connues.

4-4 Enseignements tirés

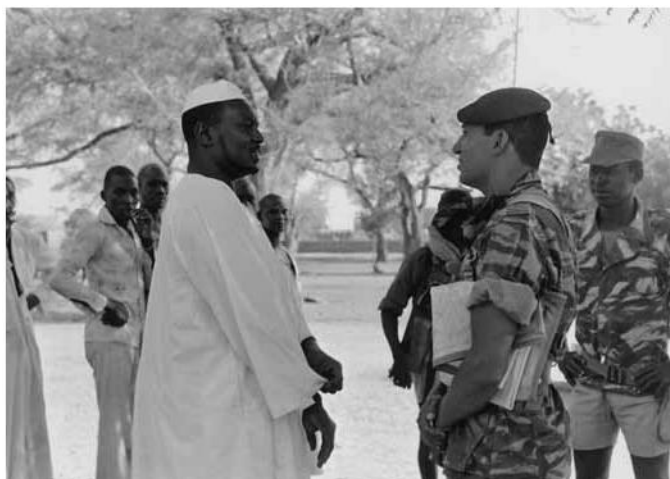
- Les différentes opérations menées ont mis en évidence que *«l'engagement d'un plus grand nombre d'unités dans une zone immense, conduit à décentraliser les actions systématiques et à coordonner à un niveau élevé les moyens aériens d'intervention, rapides mais rares»* (GBR Cortadellas).

- Le pion tactique est la section.

- L'emploi des **moyens aériens**, pour les missions de transport, reconnaissance à vue, appui feu, s'est révélé déterminant dans la mesure où

l'adversaire ne disposait pas de moyens antiaériens. L'emploi des DIH (détachement d'infanterie hélicoptéré) a notamment permis d'intervenir rapidement, sur toute l'étendue du territoire et de s'affranchir des délais toujours importants lorsqu'il s'agit d'exploiter un renseignement.

- L'opération a connu de **notables difficultés** dans le domaine **logistique**, en particulier à cause de **la diversité des matériels** et des problèmes découlant de leur utilisation qui ont souvent créé une situation délicate. Elles ont concerné les **moyens automobiles**, anciens, insuffisants en nombre, souvent inadaptés aux conditions d'emploi en zone saharienne ou tropicale et pour lesquels la



maintenance a été particulièrement problématique. Malgré les difficultés rencontrées, le DMT considère que l'intervention a été rendue possible grâce à l'existence de **stocks pré positionnés**.

- En corollaire, les **flux logistiques** ont nécessité la remise en état des routes au nord du Chari, l'aménagement de 21 aérodromes ou pistes d'atterrissage ainsi que la mise en place d'un maillage de dépôts. Cependant le Tchad n'étant pas déclaré théâtre d'opérations, les échanges de matériels se sont effectués suivant des critères de temps de paix. Cette situation a entraîné des délais prohibitifs. Enfin, toute l'opération étant gérée par le secrétaire d'Etat à la coopération, l'obtention de nouveaux moyens est restée très difficile.
- La montée en puissance de la fonction **renseignement** s'est avérée problématique et a subi les aléas d'un manque de coordination aux plus hauts échelons. L'absence de renseignements sur la composition et l'organisation des divers mouvements de rébellion a constitué un lourd handicap. Le manque de spécialistes dans ce domaine - en particulier de ceux qui possèdent la maîtrise des langues locales - a constitué une faiblesse significative du dispositif français.
- Pour ce qui concerne le soutien **Santé**, les conditions extrêmement difficiles dans lesquelles s'est déroulée l'intervention ont été rendues encore plus pénibles par l'épidémie d'hépatite, l'insuffisance des moyens d'hospitalisation et surtout les difficultés pour évacuer, dans des délais raccourcis, les cas les plus graves vers la métropole.
- L'opération LIMOUSIN a remis en cause la **politique d'emploi des appelés**¹ outre-mer. L'envoi d'unités d'alerte, Guépard (troupes aéroportées (TAP)) et Dauphin (non TAP), formées d'appelés, a été supprimé.

L'opération LIMOUSIN est la première opération d'envergure menée par la France dans une de ses ex-colonies depuis 1962. Initialement prévue pour être une opération de courte durée, elle dure plus de deux ans et prend une dimension qui n'avait pas été envisagée à ses débuts. Le nombre d'actions de feu conduites sur la totalité du territoire, en particulier dans le BET, et l'ampleur des moyens déployés ne sont d'ailleurs pas sans rappeler les opérations d'Algérie. Elle ouvre une ère nouvelle, en particulier au Tchad, pour ce qui concerne les interventions sur le continent africain. Le commandement direct à partir de Paris commence à s'affirmer. En second lieu, elle préfigure, à bien des égards, la nouvelle physionomie de l'armée de terre notamment pour ce qui concerne la juxtaposition de deux types de forces, celles dédiées à l'intervention extérieure, professionnalisées, et l'autre partie de l'armée de terre composée de personnels du contingent.

¹ Pour relever le 2^{ème} REP, il faudra hâtivement professionnaliser le 3^{ème} RIMa ainsi que des spécialistes du service de santé